



**VILLE DE COMBOURG**  
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille six, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**13 Février 2006**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général  
des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice : 27  
Nombre de pouvoirs : 2  
Nombre de Conseillers présents : 25  
Quorum : 14

Date de convocation et d'affichage : 7 Février 2006  
Date d'affichage du compte-rendu : 17 Février 2006

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD, Mme Monique ROBINAULT, M. Pierre LEGEARD et M. André BADIGNON, Adjoint, Mmes Pierrette HUET, Marie-Thérèse FERRAND, M. Claude BIEDERMANN, Mme Yolande GIROUX, M. Marcel FOUQUET, M. Jean DENOUE, Mme Marylène QUEVERT, M. François LARCHER, Mme Michelle GAUCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CITRE, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Jean-Michel COQUELIN, Mme Marguerite COÏC, M. Loïc PETITPAS et Mme Françoise BAUDUIN

**Absents excusés** : néant

**Absents non excusés** : Mme Martine CHEVALIER, Mme Chantal GILLOUAYE

**Pouvoirs** : Mme CHEVALIER à Mme ROBINAULT ; Mme GILLOUAYE à Mme FERRAND

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : Mme Yolande GIROUX, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 06-01) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 06-02) Contrat de Territoire
- 06-03) Centre de Secours – Modification du P.O.S. validé P.L.U.
- 06-04) Centre de Secours – Information
- 06-05) Lotissement de la Renaissance – Création de 6 pavillons HLM – Demande de subvention
- 06-06) Avenant complexe sportif – Entreprise SOCOTEC
- 06-07) Avenant complexe sportif – Entreprise EUROVIA
- 06-08) Contentieux LEHON – Fin de procédure
- 06-09) Zone d'activités de la Gare – Vente de terrain
- 06-10) Création d'une place de stationnement taxi
- 06-11) Centre-ville 3<sup>e</sup> tranche – Consultation de conception de réseaux eaux usées, eaux pluviales et adduction eau potable
- 06-12) Fermeture de la subdivision de la DDE à COMBOURG
- 06-13) Garantie d'emprunt SA HLM LA RANCE – Construction de 6 pavillons « La Providence »
- 06-14) Schéma directeur de restructuration des réseaux eaux usées et eaux pluviales
- 06-15) Convention de partenariat pour l'organisation d'un centre de loisirs sans hébergement
- 06-16) Zone d'activités du Moulin Madame – Convention de mise à disposition d'une partie de la voirie communale
- 06-17) Participation pour travaux de voirie – Commune de Lanrigan
- 06-18) Installations classées – Dossier GAEC de l'Epa – Autorisation préfectorale
- 06-19) Acquisition de terrain appartenant à M. et Mme CHERUEL dans le cadre d'un projet de parc de stationnement
- 06-20) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

### **06-01) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Mme Yolande GIROUX, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 12 Décembre 2005, est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **06-02) CONTRAT DE TERRITOIRE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Il est rappelé au Conseil Municipal qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, le dispositif des Contrats de Territoire vient transformer l'actuel système d'aides financières du Conseil Général d'Ille et Vilaine

Ce nouveau dispositif a été présenté et validé par le Conseil Communautaire à l'occasion de l'Assemblée Générale du 21 décembre 2005 et Monsieur le Président de la communauté de Communes Pays de la Bretagne Romantique a demandé aux 24 communes de lister leurs projets pour la période 2006-2009 afin de les intégrer dans un programme global comprenant les projets communautaires et ceux des 24 communes.

Afin de répondre à cette attente, une liste des projets propres à COMBOURG établie par thème et susceptibles de s'inscrire dans ce dispositif est soumise à la réflexion du Conseil Municipal :

RUBRIQUE Grands axes d'intervention	opérations	Projets de la commune				
		opérations	2006	2007	2008	2009
ECONOMIE	Réserves foncières Terrains affectés au PLU Zones communales Atelier/bâtiment d'accueil existant ou à créer Aménagements urbains, voirie.	Extension zone du Moulin Madame Requalification et extension de la zone de Melesse Construction, création de bâtiments industriels (bâtiments blancs) Restructuration, réaménagement des anciens locaux « ATIMCO »				
Accueil et installation d'entreprises	Locaux à créer ou à reprendre Projet d'installation	Soutien au comice agricole du canton Plan de désherbage de la commune Aide à l'aménagement des sièges d'exploitation				
Développement et maintien de l'artisanat et du commerce de proximité		Mise aux normes du camping -éclairage et bornes électriques -création de sanitaires (aux normes handicapés)	X X	X		
Soutien à l'agriculture Valorisation touristique		Création d'une aire pour camping-cars Implantation d'habitations légères de loisirs			X	
URBANISME FONCIER	Places/périmètres publics	Sentier d'interprétation du patrimoine Aménagement place Albert Parent Aménagement du jardin des Champs	X X X	X		
Aménagement du bourg Contrat d'objectif	Voirie	Aménagement du jardin de Linon Réaménagement du parking du Linon Aménagement et extension du parking de la clinique		X	X	
	Mobilier urbain	Réaménagement, requalification du secteur de la Gare SNCF	X	X		
	Entrée de bourg	Agrandissement des parkings, voitures, deux roues, bus, taxis.	X	X		
	Réserves foncières	Requalification complète du secteur des écoles : parkings.		X	X	X
PLU	Réseaux	Refonte du mobilier urbain : modernisation et homogénéisation	X	X	X	X
	Voirie communale	reprise de la signalétique commerciale et touristique				
Travaux d'infrastructures	Assainissement	Réaménagement des entrées de ville (route de Rennes, Lanhélin, Dingé)	X	X	X	X
	Effacement des réseaux	Réserve foncière pour la création d'un complexe à vocation culturelle		X		
	Gestion, exploitations particulières	Réserve foncière pour la restructuration de la Zone de la Gare SNCF	X			
		Schéma directeur des réseaux (étude globale)	X			
		Assainissement : -3 <sup>ème</sup> tranche (centre ville) / route de Dingé	X			
		- Carrefour du cimetière / place Chateaubriand /avenue Général de Gaulle / avenue de la Libération / rue Théodore Botrel (Ces travaux d'assainissement seront programmés en fonction des préconisations et du planning de travaux retenu par l'étude globale de réseaux )	X	X	X	X
Cadastre numérisé		Alimentation de la base SIG (géo-références des équipements publics, réseaux, patrimoine ...)	X	X	X	X

HABITAT LOGEMENT Zones d'habitat	Zones constructibles Lotissements publics Lotissements privés Logements locatifs sociaux	Programmation de lotissements publics	X	X	X	X
Forme d'habitat	Accession sociale d'accueil existant ou à créer Acquisition, réhabilitation, MO publique	Programmation de logements locatifs sociaux 10 - 12 logements / an Programme accession sociale à la propriété pour favoriser la mixité sociale	X X	X X	X X	X X
Public visé	Intégration paysagère des zones d'habitat, embellissement Habitat collectif FIJ, MARPA... Logement pour les plus démunis, logement d'urgence.	Réhabilitation du foyer logement  Requalification du lotissement de Bel Air et de l'avenue du Général de Gaulle et lotissement du Vert Bocage  Création d'un logement d'urgence Création d'un logement adapté (famille nombreuse)		X X  X	X X  X	  X
EQUIPEMENTS ET SERVICES A LA POPULATION	Mairie CCAS Ecole Salles sport, polyvalence Culture	Extension mairie + mise aux normes handicapés salle du conseil. Portage des repas et gardes de nuit (hospitalisation à domicile) Création de nouvelles classes	X	X	X	X
Services publics	lecture théâtre	Création de salles combats et basket Tribunes et salles pour le football		X X	X X	X X
Domaines d'activité	loisirs/associations/vie sociale sport social solidarité 3 <sup>ème</sup> âge petite enfance famille adolescents et jeunes adultes handicapés	Médiathèque salle de spectacles   Salle de réunion, foyer pour personnes âgées CLSH / halte garderie Aires de jeux Foyer des jeunes minibus		X   X X X X	X   X X X X	   X
PATRIMOINE ENVIRONNEMENT	Entretien restauration patrimoine communal - salles - église	Remise en état de l'espace Malouas Entretien de l'église : plan vitraux et travaux de sécurité	X	X X	X X	X X
Patrimoine communal	- cimetière	Construction d'un columbarium Réfection du caveau provisoire	X	X		
Patrimoine privé		Requalification de la zone du Château et du Lac Tranquille ; moulin projet de musée ? mise en valeur du château et du parc, Lac tranquille désenvasement aménagement des abords mise en lumière de la digue et du Lac. Réhabilitation des fours.	X	X	X	X
Patrimoine naturel	Sensibilisation, encouragement, incitation à l'entretien du patrimoine - vernaculaire - édifices remarquables paysagement entrée de bourg Sentiers communaux (PDIPR) bois, parcelle, pièce d'eau du patrimoine privé des communes canal d'Ille et Rance Massif forestier Bordures de voies communales Patrimoine de haie-sentier Traitement des espaces publics Développement durable Economies d'énergie Pratiques alternatives	Programme de réhabilitation et de création de sentiers piétonniers – ( Nord de l'étang )  Réhabilitation de la fontaine de Margatte et du lavoir Réaménagement des abords de l'étang communal des Maffins  Haies bocagères Mise en place du périmètre de protection du captage de la Gentière  Jardins ouvriers	X X	X X  X X  X X	X X  X X  X X	X X  X X  X X

AUTRES Thèmes non traités ailleurs					
---------------------------------------	--	--	--	--	--

Monsieur le Maire invite les conseillers municipaux à s'exprimer sur cette liste déjà étudiée par la commission des Finances, réunie le 8 février 2006, et à la compléter éventuellement.

Madame SAUVEE y constate 2 omissions :

- le développement durable
- les économies d'énergie

Après un long débat au cours duquel la minorité municipale regrette une non hiérarchisation des projets, le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la liste des opérations énumérés ci-dessus et susceptibles de s'inscrire dans le nouveau dispositif d'aides aux communes.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 22 voix « Pour » et 5 « Contre » ADOPTE cette proposition.

La minorité municipale ayant voté contre tient à faire savoir que sa désapprobation ne s'exprime pas sur le fonds, les projets étant jugés intéressants, mais sur la méthode non lisible qui ne dégage pas de priorités.

#### **06-03) CENTRE DE SECOURS – MODIFICATION DU P.O.S. VALIDE P.L.U.**

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle qu'afin de permettre la réalisation de la Caserne de Pompiers de Combours, une modification du P.O.S. validé P.L.U. a été prescrite et approuvée par le Conseil Municipal en date du 13 Septembre 2004. Cette modification apportée au règlement de la zone UE, créait un secteur UEf spécifique à cette opération.

La transformation par le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille et Vilaine, de la Caserne de Pompiers en Centre de Secours Principal, a eu pour effet d'augmenter les proportions du projet. De ce fait, le P.L.U. et les contraintes architecturales du projet n'étaient plus conciliables.

Ne pouvant modifier le programme de l'opération, une modification du règlement du P.L.U. s'imposait.

M. Le Maire explique qu'il a donc initié cette modification, portant sur les points suivants :

- Modification dans le règlement du **terme** « Caserne de Pompiers » en « **Centre de Secours Principal** »

- A l'Article UE.5, fixant les **formes et surfaces des terrains**, alinéa 5.2, intitulé « parcelles nouvelles », stipulant les caractéristiques minimums des parcelles après division ; il convient de préciser : « **Il n'est pas fixé de règles en secteur UEf** ».
- A l'Article UE.7, régissant les **règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**, et afin de permettre, notamment, la création de la tour et de son antenne, il convient de compléter l'alinéa 7.4, intitulé « Cas Particuliers » comme suit : **En outre, les règles des alinéas 7.1 à 7.3 ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des Services Publics (transformateurs, tours, cheminées, antennes...) si ces aménagements ne portent pas atteinte à la sécurité des usagers de la route (visibilité...).**
- Afin de répondre aux besoins précis du centre de secours principal, il convient de modifier l'Article UE.9, alinéa 1, fixant le **pourcentage maximum d'emprise au sol des constructions**. Initialement prévu à 20 %, le projet nécessite de le porter à **30 %**.
- Afin de permettre la création de la tour et de son antenne, il convient également de compléter l'Article UE.10.1, « **hauteur des constructions par rapport aux voies** », par un nouvel alinéa : 10.1.5 : **La hauteur des constructions n'est pas règlementée en secteur UEf.**
- Les besoins de stationnement et d'emprise au sol étant également en augmentation, et l'emprise foncière n'étant pas extensible, le traitement des espaces verts s'en trouve affecté. **Il convient donc d'exempter ce secteur des obligations en terme de densité de plantations d'arbres à hautes tiges, du pourcentage d'espaces verts dans les reculs d'alignements et enfin de porter la surface minimale d'espaces verts de la parcelle de 40% à 20%.**

L'enquête publique, prescrite par arrêté municipal n° 05-194 en date du 6 Décembre 2005, s'est déroulée du Lundi 9 Janvier 2006 jusqu'au Mercredi 8 Février 2006.

D'autre part, conformément à l'arrêté précité, le dossier a été notifié à :

- Mme La Préfète de la Région de Bretagne, Préfète d'Ille et vilaine.
- M. Le Sous Préfet de Saint Malo.
- M. Le Président du Conseil Régional de Bretagne.
- M. Le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine.
- M. Le Président du Pays de Saint Malo.
- M. Le Président de la Communauté de Communes – Pays de la Bretagne Romantique.
- M. Le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille et vilaine.
- M. Le Président de la Chambre des Métiers d'Ille et Vilaine.
- M. Le Président de la Chambre de Commerces et d'Industrie de Saint Malo.

Monsieur le Maire informe le Conseil que le Commissaire Enquêteur a remis son rapport le 13 février 2006. Il y fait savoir qu'aucune observation n'a été consignée sur le

registre d'enquête, ni reçue verbalement. Aucun courrier n'a été envoyé à son attention à la mairie de COMBOURG.

Ses conclusions sont les suivantes :

*Considérant les documents mis à l'enquête,  
Considérant qu'il n'y a pas eu d'observation du public,  
Considérant qu'aucune opposition n'a été formulée,  
Considérant qu'il n'est pas porté atteinte à l'économie du POS valant PLU,  
Considérant que la modification n'a pas pour objet de réduire un espace boisé classé,  
une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou une protection édictée en raison des  
risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,  
Considérant que la modification ne comporte pas de graves risques de nuisances,*

*Il donne un AVIS FAVORABLE sur le projet de modification du Plan d'Occupation  
des Sols validé Plan Local d'Urbanisme de la Commune de COMBOURG.*

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal :

- a) d'approuver le dossier de modification du P.O.S. validé P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente.
- b) que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.10 et R 123.34 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage d'un mois en mairie et d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux habilités à recevoir les annonces légales.
- c) que conformément à l'article R 123.14 du Code de l'urbanisme, le P.O.S. modifié validé P.L.U. est tenu à la disposition du public à la mairie de Combours, à la préfecture d'Ille et Vilaine et à la Sous-Préfecture de Saint-Malo, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.
- d) que la présente délibération sera exécutoire :
  - dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au P.O.S. validé P.L.U ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications.
  - après accomplissement des mesures de publicité précitées.
- e) de donner pouvoir au Maire pour signer tous documents ou actes à intervenir pour le règlement de ce dossier.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions énoncés ci-dessus.

#### **06-04) CENTRE DE SECOURS – INFORMATION**

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal qu'afin de réaliser l'opération « Centre de Secours », il a été décidé par le Syndicat Intercommunal pour la Construction et la Gestion du Centre de Secours de Combours de retenir l'équipe de Maîtrise d'œuvre suivante :



- Valérie TREGUER – Gwenaëlle VELLY – **Architectes** de Rennes
- Ouest structure – **BET structures** de Rennes
- BEC – Bureau d'Etudes Conseil - **BET fluides - Génie climatique – Sanitaire – Electricité** de Cesson Sévigné
- Cabinet BAGOT – **Economiste de la Construction** de Rennes

Pour accompagner cette réalisation, le SICSC s'est adjoint les compétences des prestataires suivants :

- **Géomètre** : SCP Debost-Lechaux-Le Moigne, 7, Ave des Peupliers, 35513 Cesson-Sévigné
- **Contrôle Technique** : APAVE, 10 rue Maison Neuve, 35400 Saint Malo
- **Coordonnateur SPS Sécurité-Santé**: APAVE, 10 rue Maison Neuve, 35400 Saint Malo
- **Etude de Sols** : FONDOUEST, Route d'Hudimesnil, 50290 Longueville

Les premières réunions techniques, en relation avec les services de secours, ont débuté le 1er Juin 2005. L'Avant Projet Sommaire a été validé le 19 Octobre 2005 et l'Avant Projet Détaillé, le 21 Décembre 2005. Le Permis de Construire, déposé le 16 Janvier 2006, ne pourra être instruit qu'après la validation de la modification du P.O.S. en P.L.U. décidée par délibération du Conseil Municipal n° 06-03 du 13 février 2006.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **06-05) LOTISSEMENT DE LA RENAISSANCE – CREATION DE 6 PAVILLONS H.L.M. – DEMANDE DE SUBVENTION**

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération en date du 13 décembre 2004, le Conseil Municipal a décidé de rétrocéder le terrain cadastré n° 642 de la section AC, lot n° 24 du futur lotissement de la Renaissance d'une superficie de 1 888 m<sup>2</sup> afin d'y réaliser 6 pavillons HLM à l'Office Public d'Aménagement et de Construction d'Ille et Vilaine – OPAC 35.

Il a été également décidé de signer le compromis de vente et de construction ainsi que les pièces afférentes à cette opération.

Il rappelle également que :

- le prix du terrain viabilisé est de 3 811 € par pavillon, soit une valeur totale de 22 866 €.
- la parcelle n° 24 se situe dans une bande entre la partie basse du lotissement en liaison avec le tissu urbain du quartier de Malouas et la partie haute petit plateau tourné vers la campagne.
- L'opération comprend la réalisation de 6 logements d'habitation à usage locatif répartis comme suit :

- 4 pavillons de type III, au rez de chaussée, dont un logement aux normes « handicapé »
- 2 pavillons de type IV, à rez-de-chaussée et étage

Le projet s'étale de la limite séparative NORD à la limite séparative SUD. Trois bâtiments abritent 6 logements jumelés, reliés ensemble par les garages. Cette approche permet d'affirmer l'alignement et la rue.

Les volumétries des logements en rez-de-chaussée, des logements avec étages et des garages offrent une silhouette découpée et rythmée.

La composition de l'opération respecte le tissu environnant avec sur rue une zone d'alignement traitée par du végétal et minéral, un bâti dans la continuité et à l'EST des jardins privés.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les différentes aides financières qui peuvent être octroyées pour la création de locatifs HLM.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présent et représentés, le Conseil Municipal décide de solliciter une subvention auprès :

- du Conseil Général dans le cadre du développement du parc locatif social public
- du Conseil Général dans le cadre de sa politique d'aide aux cantons fragiles
- de la Communauté des communes – Pays de la Bretagne Romantique

#### **06-06) AVENANT COMPLEXE SPORTIF – ENTREPRISE SOCOTEC**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que le bureau de contrôle technique SOCOTEC a été retenu le 12 mars 2004 pour les missions de contrôle technique « construction » et de coordination SSI dans le cadre de la réalisation du complexe sportif du lycée de Combours.

Initialement, le coût de contrat portait sur 3 775,00 € HT, pour la mission de contrôle technique, et sur 700,00 € HT pour la mission de coordination SSI (Service Sécurité Incendie).

De par le décalage de 20 mois du planning **du complexe sportif**, la SOCOTEC demande :

- **en phase conception** : une réactualisation de sa rémunération suivant l'indice ingénierie courant soit une augmentation de 1.00463
- **en phase travaux** : une réactualisation de sa rémunération suivant l'indice ingénierie courant soit une augmentation de 1.0240

Il s'agit donc d'un ajustement des honoraires de la SOCOTEC conformément aux conditions de la convention signée pour tenir compte des décalages des plannings, des

évolutions de montant des travaux et des avis complémentaires rendus par le bureau de contrôle.

Il est donc proposé de passer un avenant au contrat initial amenant le coût des honoraires à 4 656,95 € HT soit une augmentation de 181,95 € HT.

Enfin, dans la mesure où la réglementation n'impose pas de système de sécurité incendie pour cet équipement, il est proposé de remplacer la mission de coordination SSI initiale par une mission vérifications réglementaires. Cette mission comprend la vérification initiale des installations électriques et la vérification pour la mise sous tension (consuel). Le coût de cette mission est identique à celui de la mission de coordination SSI.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de valider l'avenant au contrat SOCOTEC tel qu'il l'a énoncé ci-dessus.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

#### **06-07) AVENANTS COMPLEXE SPORTIF**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre de la réalisation des travaux du complexe sportif de Combours, l'entreprise SPARFEL titulaire du lot n° 18 – Equipement, Revêtements et Aires sportifs extérieurs a présenté une variante amenant le coût de leur prestation 171 744,25 € HT pour un marché initial de 188 313,85 € HT pour un résultat similaire.

Après accord de l'équipe de maîtrise d'œuvre, il a été décidé de retenir cette variante. Cette prestation influant sur l'épaisseur de la structure du terrain d'honneur implique un terrassement complémentaire pour l'entreprise EUROVIA d'une valeur de 6 712,00 € HT non prévue au marché.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal de valider les avenants en plus et moins value, tels que définis ci-dessus.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal ADOPTE cette proposition.

#### **06-08) CONTENTIEUX LEHON - FIN DE PROCEDURE**

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que Monsieur et Madame Bernard LEHON, électricien automobile, domiciliés rue Jules Corvaisier à COMBOURG, sont en contentieux avec la SEMAEB et la Ville à propos d'un terrain situé à côté de leur entreprise.

Ce contentieux entamé en mars 1987 a fait l'objet de plusieurs jugements.

Le dernier jugement du Tribunal de Grande Instance de SAINT MALO en date du 10 décembre 2003 signifiait que Monsieur et Madame LEHON étaient déboutés de leur action de revendication de propriété.

Le 28 janvier 2004, Monsieur et Madame LEHON faisaient appel audit jugement.

Par arrêt en date du 26 octobre 2005, la Cour d'Appel

- rejetait l'appel de Monsieur et Madame LEHON et confirmait la décision du Tribunal de Grande Instance de SAINT MALO
- condamnait Monsieur et Madame LEHON à payer 2000€ à la Ville et à la SEMAEB au titre des frais irrépétibles
- condamnait Monsieur et Madame LEHON aux dépens de l'appel.

Cet arrêt était signifié par Maître Josiane SOUFFLEUX LAUTIER, Huissier de Justice, à Monsieur et Madame LEHON et à la Ville de COMBOURG en date du 17 novembre 2005.

Monsieur et Madame LEHON disposaient d'un délai de 2 mois à compter de cette date pour un éventuel pourvoi en cassation. La procédure liée à ce contentieux s'achève.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **06-09) ZONE D'ACTIVITES DE LA GARE – VENTE DE TERRAIN**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la Commune dispose d'un terrain cadastré sous le n° 405 de la section AH, d'une superficie de 1178 m<sup>2</sup>, libre de vente.

Cette parcelle fait partie du périmètre d'origine de la zone d'activités de la gare dont le prix de vente avait été fixé à 8.99 €, les branchements divers étant à la charge de l'acquéreur, les réseaux existant sous la voirie.

Deux acquéreurs se sont manifestés pour l'acquérir :

- Monsieur et Madame Thierry JUHEL de l'entreprise DELTA-CAR, par courrier du 28 décembre 2005
- Monsieur et Madame Bernard LEHON, par courrier du 24 janvier 2006.

En raison de l'antériorité de leur demande et de la présentation d'un projet élaboré, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de décider la cession de cette parcelle à Monsieur et Madame JUHEL, Entreprise DELTA-CAR, Route de Tramel à COMBOURG, aux conditions suivantes :

- Prix : 8.99 € hors taxes le mètre carré, les branchements étant à la charge des acquéreurs.

- Frais d'acte notarié et divers à charge des acquéreurs, étant précisé que l'acte notarié sera confié à la SCP notariale SAINT-MLEUX-PRIOL-LACOURT de COMBOURG.
- condition suspensive : la vente sera contractualisée à l'obtention du permis de construire.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 24 voix « Pour » et 3 abstentions, accepte les propositions énoncées ci-dessus et donne pouvoir au Maire pour signer tout document et acte à intervenir pour le règlement de cette vente.

#### **06-10) CREATION D'UNE PLACE DE STATIONNEMENT TAXI**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la Ville a été saisie par Monsieur Jacques SEBERT, exploitant de Taxi, en vue d'être autorisé à stationner sur la commune de COMBOURG.

Conformément à la Loi N° 95-66 du 20 Janvier 1995 et au décret N° 95-935 du 17 Août 1995, relatifs à la réglementation de l'exploitation des taxis, précisés dans la lettre circulaire de Mme la Préfète en date du 13 Janvier 2005, la Commission départementale des Taxis, réunie le 10 Novembre 2005, a émis un avis favorable à la demande d'autorisation de stationnement Taxi, présentée par Mr Jacques SEBERT, domicilié à COMBOURG 5 Place St Gilduin.

Mr Jacques SEBERT exerce son activité de façon continue et effective sur la commune de COMBOURG depuis 2004 et est inscrit en 1<sup>ère</sup> position sur liste d'attente.

COMBOURG dispose actuellement de 2 emplacements Taxis devant la Gare où 2 autres artisans sont déjà autorisés à stationner.

Compte tenu de l'évolution de la population, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à la création d'un 3<sup>ème</sup> emplacement, également situé devant la Gare.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE cette proposition.

**06-11) CENTRE VILLE 3<sup>ème</sup> TRANCHE – CONSULTATION DE CONCEPTION DE RESEAUX EAUX USEES – EAUX PLUVIALES ET ADDUCTION D’EAU POTABLE**  
Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que le Conseil Municipal a été informé, en date du 31 Janvier 2005, de la réalisation d’une étude préliminaire pour les réseaux EU - EP et AEP, sur la 3<sup>ème</sup> tranche du centre ville.

De même, le Conseil Municipal a été informé lors de sa séance du 12 Décembre 2005, du choix de l’équipe de Maîtrise d’œuvre pour l’aménagement de la 3<sup>ème</sup> tranche du centre-ville.

L’étude préliminaire des réseaux a permis de préciser l’existant, d’établir un schéma d’intention de desserte et d’estimer les travaux. La mission de l’équipe de Maîtrise d’œuvre, en terme de réseaux débute à la Direction des Travaux.

Il convient donc de lancer une consultation en procédure adaptée pour un marché de conception négocié après mise en compétition limitée à l’examen des compétences, références et moyens.

Le contenu de la mission sera conforme à l’arrêté du 21 décembre 1993 relatif à la loi MOP et comportera les éléments de missions suivants : PRO (conception du Projet) et ACT (Assistance Contrat de Travaux).

S’agissant d’une information, ce point de l’ordre du jour n’a pas fait l’objet d’un vote.

**06-12) FERMETURE DE LA SUBDIVISION DE LA DDE A COMBOURG**  
Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO avise le Conseil Municipal que les services de la Direction Départementale de l’Equipement l’ont récemment informé de leur réorganisation en Ille et Vilaine. Ce changement s’inscrit dans le cadre global de la réforme de l’Etat et de la décentralisation et des améliorations sont annoncées au niveau du service aux usagers et aux collectivités territoriales par :

- un soutien renforcé des projets territoriaux
- une lisibilité accrue : porte d’entrée unique par la représentation équipement dans le pays

Les objectifs de la D.D.E. sont énoncés comme tels :

- Renforcer la capacité d’analyse du fonctionnement des territoires et du rôle des acteurs dans une vision prospective
- Gagner ou renforcer sa légitimité d’acteur du territoire

- Développer l'ingénierie territoriale, mise en perspective des enjeux identifiés à la bonne échelle
- Etre référent en matière de politique de l'Habitat
- Améliorer l'exécution des missions de la DDE
- Confirmer le rôle de la DDE dans la politique de sécurité routière
- Développer l'ingénierie de crise

La nouvelle organisation sera structurée par lien avec le territoire du Pays et une implantation de la future subdivision de l'Etat est prévue à SAINT MALO.

Les perspectives de ce projet, aussi louable soit-il, génèrent néanmoins des craintes et interrogations.

En effet cette décision va modifier les conditions d'accès à l'information pour les citoyens et les élus et risque d'avoir pour conséquences :

- l'aggravation des conditions d'exercice du service public dans les domaines de l'instruction des permis de construire et documents d'urbanisme
- la suppression des aides et renseignements de proximité auprès des usagers les plus éloignés de Saint Malo
- la diminution du fait de l'éloignement, d'un appui technique et réglementaire auprès des élus

Considérant que ce projet s'inscrit dans un processus déjà engagé de suppression des services de proximité et que ce transfert aura des répercussions indéniables quant à l'égalité de traitement des citoyens vis-à-vis des lois, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'émettre un vœu visant à conserver un service public de proximité indispensable pour le développement local en maintenant une subdivision de la DDE à COMBOURG pour les 24 communes de la Communauté de Communes de la Bretagne Romantique.

Le Conseil Municipal par 25 voix « Pour » et 2 « Contre », DEMANDE que la Direction Départementale de l'Equipeement maintienne un service de proximité à COMBOURG.

### **06-13) GARANTIE D'EMPRUNT - SA HLM LA RANCE – CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS « LA PROVIDENCE »**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que, par délibération n°04-102 en date du 13 septembre 2004, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer la convention de réalisation de 6 logements locatifs sociaux avec la SA HLM LA RANCE et à garantir l'emprunt souscrit par cet organisme.

Le financement du type « PLUS », assuré par la Caisse des Dépôts, doit être assorti d'une garantie d'emprunt par la Commune dont les conditions sont énoncées.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

- Vu l'article R 221-19 du code monétaire et financier,
- Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales
- Vu l'article 2021 du code Civil,

### **DELIBERE**

**Article 1 :** La Commune de COMBOURG accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de 395 369,00 €, représentant 100 % d'un emprunt avec préfinancement d'un montant de 395 369,00 € que la SA HLM LA RANCE se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt est destiné à financer une opération de construction de 6 logements (logements individuels), située Résidence la Providence à Combours.

**Article 2 :** Les caractéristiques du prêt PLUS consenti par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes ;

-Durée de préfinancement	12 mois maximum
-Echéances	annuelles
-Durée de la période d'amortissement	35 ans
-Taux d'intérêt actuariel annuel	3 %
-Taux annuel de progressivité	0
-Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité :	en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Le taux d'intérêt indiqué ci-dessus sur la base du taux du Livret A et du taux de commissionnement des réseaux collecteurs du livret A en vigueur à la date de la présente délibération. Ce taux est susceptible d'être révisé à la date d'établissement du contrat de prêt, si le taux du livret A et/ou du commissionnement des réseaux collecteurs du livret A sont modifiés entre la date de la présente délibération et la date d'établissement du contrat de prêt. Le taux de progressivité indiqué ci-dessus est susceptible d'être révisé en fonction de la variation du taux du livret A

**Article 3 :** La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt, soit 12 mois de préfinancement maximum suivi d'une période d'amortissement de 35 ans, à hauteur de la somme de 395 369,00 € majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période.

Il est toutefois précisé que si la durée de préfinancement finalement retenue est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

**Article 4 :** Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Commune s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 5 :** Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.



**Article 6 :** Le Conseil autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.

#### **06-14) SCHEMA DIRECTEUR DE RESTRUCTURATION DES RESEAUX EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES**

Rapporteur : M. HAMELIN Joël, Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que l'attribution de subventions dans le cadre de la restructuration des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales (mise en séparatif) est subrogé au fait de l'inscription de ces travaux dans un plan d'ensemble appelé schéma directeur.

Le dernier schéma directeur de restructuration des réseaux eaux usées et eaux pluviales date de 2000, et prend appui sur un diagnostic de 1988.

Attendu le développement de la commune et l'avancement de la révision du P.L.U., il convient de réaliser, non plus une mise à jour des données, mais d'établir un nouveau diagnostic sur l'ensemble des secteurs pouvant s'inscrire au zonage d'assainissement collectif. Cela permettra d'établir un schéma directeur propre à assurer une cohérence dans la création ou la réhabilitation des réseaux, visant à garantir une qualité de l'eau optimum.

A ce titre une consultation sera prochainement lancée par la Ville, afin de retenir un Bureau d'Etude apte à remplir cette mission en tenant compte d'un cahier des charges conforme aux préconisations de l'Agence de l'Eau.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **06-15) CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ORGANISATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT**

Rapporteur : Mme Monique DAUCE, Adjointe

Madame DAUCE rappelle que, par délibérations 02-57 du 11 avril 2002 et 03-35 du 13 mars 2003, le Conseil Municipal a délégué le service du Centre de Loisirs à l'UFCV.

Ces missions portaient sur les années 2002 à 2005.

Compte tenu des bonnes conditions de partenariat avec cet organisme et des attentes de la population, Madame DAUCE propose d'assurer la continuité du service pour une durée de 12 mois dans les mêmes conditions matérielles que précédemment à savoir :

- utilisation de locaux à l'école maternelle et à l'école élémentaire publiques
- confection des repas par le restaurant scolaire.

Le montant prévisionnel annuel de la participation communale est évalué en fonction des estimations prévisionnelles de fréquentation des activités et s'élève à 16 810 €. Pour mémoire, il s'élevait à 15 800 € en 2003.

Le projet de convention cadrant les modalités de partenariat entre la Commune et l'UFCV ainsi que le budget prévisionnel 2006 est soumis à l'approbation du Conseil Municipal et Madame DAUCE propose d'autoriser le Maire à signer tout document s'y rapportant.

Afin de se conformer aux articles L1411-1 à L411-9 du Code Général des Collectivités Territoriales traitant des délégations de service public, Madame DAUCE propose également au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à lancer la consultation permettant de retenir un délégataire pour la prochaine période triennale 2007-2008 et 2009.

Entendu l'exposé de Madame DAUCE et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal **ACCEPTE** à l'unanimité des membres présents et représentés, les propositions énoncées ci-dessus

#### **06-16) ZONE d'ACTIVITES DU MOULIN MADAME – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE PARTIE DE LA VOIRIE COMMUNALE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de l'aménagement de la zone d'activités du Moulin Madame, la Communauté de Communes Bretagne Romantique, doit intervenir en travaux sur l'emprise du CR 168, nommé « Rue du Moulin Madame », entre l'Avenue du Général De Gaulle et le carrefour de la Croix du Chénot.

A ce titre, et afin de régir les droits et obligations de chacun, il convient d'établir une convention entre la Commune de COMBOURG et la Communauté de Communes Pays de la Bretagne Romantique.

Monsieur LEBRET présente au Conseil Municipal le projet de convention qui permet de constater contradictoirement la mise à disposition de la voie transférée en précisant sa consistance, sa situation juridique, son état général ainsi que l'évaluation de sa remise en état.

Etabli sans limitation de durée, le projet de convention précise les points suivants :

- La remise de la voie a lieu à titre gratuit.
- La Communauté, bénéficiaire de la mise à disposition, assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire de la voie transférée.
- La Communauté prend en charge les dépenses d'entretien courant et les réparations nécessaires à la préservation de la voie.

- Pour ce faire, elle délègue à la commune de Combours l'exécution des travaux d'entretien courant et de nettoyage de la voie au niveau des éléments de voirie suivants :
  - les chaussées,
  - les caniveaux et les bordures,
  - l'éclairage public

Ces prestations feront l'objet d'un remboursement par la Communauté de Communes. Le détail des conditions d'entretien et de prise en charge sera défini dans une future convention de gestion conclue entre la Communauté de Communes et la commune de Combours.

En matière d'entretien et d'aménagement : la Communauté de Communes assure la conservation des éléments de voirie suivants :

- les grilles et les avaloirs nécessaires à l'assainissement des eaux pluviales de la chaussée,
- la signalisation directionnelle de caractère intercommunal,
- la signalisation axiale horizontale et de guidage,
- espaces verts et plantations
- la signalisation horizontale d'intérêt local telle que marquage piéton, stationnement, bus...
- les remises à niveau des tampons des réseaux d'assainissement.
- le mobilier urbain,
- l'enfouissement de réseau,
- les trottoirs,
- les dispositifs d'assainissement autres que ceux mentionnés précédemment,
- gargouilles

Gestion domaniale : en application de l'article L 141-12 du code de la voirie routière, les attributions dévolues au Maire et au Conseil Municipal en matière d'utilisations privatives du domaine public sont exercées, le cas échéant par le Président et par l'assemblée délibérante de la Communauté (permis de stationnement notamment).

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention à intervenir.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 24 voix »Pour », 2 « Contre » et 1 abstention, ADOPTE cette proposition.

**06-17) PARTICIPATION POUR TRAVAUX VOIRIE – COMMUNE DE LANRIGAN**  
 Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de voirie sur la commune de LANRIGAN, il a été établi des travaux de point à temps sur le chemin rural n° 4 dit de « Lande Rose » à Combours pour un montant de 1 483,20 €.

Il propose au Conseil Municipal d'effectuer le règlement des travaux mentionnés ci-dessus conformément au courrier et à la facture adressés par les services de la mairie de LANRIGAN.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE cette proposition.

#### **06-18) INSTALLATIONS CLASSEES – DOSSIER « GAEC DE L'EPA » - AUTORISATION PREFECTORALE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que par délibération n° 05-75, le Conseil Municipal a émis un avis favorable au projet présenté par le GAEC de l'EPA vue d'obtenir l'autorisation de restructurer un élevage de porcs au lieu-dit « l'Epa » en Combours.

La Préfète d'Ille et Vilaine a pris un arrêté le 5 Janvier 2006 autorisant le GAEC de l'EPA à restructurer son élevage.

Le Conseil Municipal est informé de cette décision, l'arrêté préfectoral étant joint en annexe.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **06-19) ACQUISITION DE TERRAIN APPARTENANT A M. et Mme CHERUEL DANS LE CADRE D'UN PROJET DE PARC DE STATIONNEMENT**

Rapporteur : Mme Marie Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme, un emplacement réservé a été envisagé Place Saint Gilduin, près du Presbytère, en vue de l'agrandissement du parc de stationnement.

Il s'agit des parcelles suivantes :

- parcelle cadastrée section AD n° 551 d'une contenance de 52 m<sup>2</sup>
- parcelle cadastrée section AD n° 624 d'une contenance de 67 m<sup>2</sup>

- partie de la parcelle cadastrée section AD n° 553 pour une contenance d'environ 325 m<sup>2</sup>

Ces parcelles appartiennent à Monsieur et Madame Francis CHERUEL, domiciliés 6 Avenue Gautier Père et Fils.

L'avis des Domaines a été sollicité sur ce projet d'acquisition et obtenu le 3 Juin 2005.

Après négociation, M. et Mme CHERUEL ont signé une promesse de vente le 3 Janvier 2006 aux conditions suivantes :

- la présente vente aura lieu au prix de 112 € le m<sup>2</sup>
- une servitude de passage de 5 mètres de largeur sera créée au profit de la parcelle cadastrée section AD n° 74 sur les parcelles cadastrées section AD n° 553 et 624
- les réseaux devront être poursuivis jusqu'à l'entrée de la parcelle AD n° 74.
- Tous les frais et droits quelconques relatifs à cette vente seront supportés par la Ville de Combours, notamment les frais d'arpentage et notariés.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal de décider l'acquisition de ces 3 parcelles aux conditions énoncées ci-dessus et d'autoriser Monsieur HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint, à signer tous actes et pièces relatifs à cette transaction.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 22 voix « POUR » et 5 voix « CONTRE », ADOPTE cette proposition.

**06-20) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rendra compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 05.242 T en date du 12 décembre 2005 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - o parcelle AH n° 99 sise à « Melesse » (**DIA n° 46**) d'une superficie de 7 262 m<sup>2</sup>
- Arrêté n° 05.243 T en date du 12 décembre 2005 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- parcelles AM n° 144, 145 et 146 sises « avenue de Waldmünchen » (**DIA n° 47**) d'une superficie de 2 341 m<sup>2</sup> et supportant des hangars.
- Arrêté n° 05.244 T en date du 12 décembre 2005 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelle AN n° 24 sise « Rue de l'Abbaye » (**DIA n° 48**) d'une superficie de 316 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation.
- Arrêté n° 05.245 T en date du 12 décembre 2005 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelle AD n° 386 sise « ruelle des Jardins » (**DIA n° 49**) d'une superficie de 93 m<sup>2</sup> et supportant un appartement.
- Arrêté n° 05.246 T en date du 12 décembre 2005 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelle AD n° 386 sise « 2, ruelle des Jardins » (**DIA n° 50**) d'une superficie de 93 m<sup>2</sup> et supportant un appartement.
- Arrêté n° 05.259 T en date du 29 décembre 2005 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelle AE n° 244 sise « 10, rue de la Renaissance » (**DIA n° 51**) d'une superficie de 524 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation.
- Arrêté n° 05.260 T en date du 29 décembre 2005 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelles AC n° 143, 594, 599 et 151 sises « 19, bd du Mail » (**DIA n° 52**) d'une superficie de 812 m<sup>2</sup>
- Arrêté n° 05.261 T en date du 29 décembre 2005 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelles AH n° 76, 77, 391 et 393 sises « 63, avenue de la Libération » (**DIA n° 53**) d'une superficie de 2 150 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.007 T en date du 11 janvier 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelle AE n° 361 sise « 32, avenue de la Libération » (**DIA n° 01**) d'une superficie de 921 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.008 T en date du 11 janvier 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelles AM n° 157 et 158 sises « avenue de Waldmünchen » (**DIA n° 02**) d'une superficie de 239 m<sup>2</sup>
- Arrêté n° 06.009 T en date du 11 janvier 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - parcelles E n° 1324 sise à « Bel Air » (**DIA n° 03**) d'une superficie de 301 m<sup>2</sup>

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 10.